

Questions orales

Elles vont y gagner à la longue, car cela va faire baisser les taux d'intérêt comme elles le souhaitent.

* * *

LES AUTOCHTONES

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre prétend que les provinces font partie du problème. Les Canadiens se rendent déjà compte que le vrai problème, c'est le ministre et son gouvernement.

Le gouvernement veut supprimer toutes les subventions accordées aux journaux comme le *Mic Mac News*, journal qui a contribué à exposer la terrible erreur judiciaire dont Donald Marshall a été victime.

Combien d'autres cas comme celui de Donald Marshall passeront inaperçus parce que le gouvernement a coupé dans les subventions aux journaux et aux services de radiodiffusion autochtones? Le premier ministre acceptera-t-il aujourd'hui de rétablir les subventions aux médias et aux associations autochtones du Canada pour ne pas enlever aux autochtones cet outil important qui leur assure la justice et une pleine participation à la société canadienne? Quelle est sa réponse aujourd'hui?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le bilan de notre gouvernement en ce qui concerne l'aide aux autochtones est sans égal dans le monde.

Les députés remarqueront que le budget prévoit une augmentation considérable des fonds consacrés aux projets sociaux, aux projets éducatifs et aux projets de développement communautaire pour les autochtones. L'augmentation totale dépasse 8,1 p. 100. Ainsi, le financement accordé par le ministère des Affaires indiennes et du Nord aux groupes de promotion des autochtones sont augmentés en 1990 et non réduits.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, il y a dix jours à Halifax, le gouvernement a annoncé l'ouverture d'un bureau de 1,6 million de dollars pour accueillir les ministres en visite. Ce bureau se trouve dans une somptueuse tour du quartier de la ville où les loyers sont les plus élevés. Le premier ministre ne trouve-t-il pas étrange que le coût de ce bureau corresponde exactement aux compressions pratiquées dans les programmes pour femmes au Secrétariat d'État? S'engagera-t-il aujourd'hui à annuler ce projet et à rétablir le financement des programmes en question?

L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, l'ouverture de ces bureaux ministériels régionaux a été annoncée il y a quatre ans. Nous voulons empêcher que prolifèrent les bureaux ouverts dans toutes les circonscriptions des ministres sous le gouvernement précédent. Nous avons maintenant des bureaux régionaux à Vancouver, en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario, à Montréal et à Halifax. On a pu ainsi réduire sensiblement les frais engagés dans d'autres endroits.

Mme Mary Clancy (Halifax): Le ministre ne sait peut-être pas que Halifax ne se trouve pas dans la circonscription d'un ministre. Je suis disposée à prêter mon bureau aux ministres qui nous rendront visite.

Ma question supplémentaire s'adresse à la ministre responsable de la condition féminine. Quatre-vingt centres féminins des quatre coins du Canada attendent un mot de sa part. Confirmera-t-elle que les programmes destinés aux femmes sont plus importants que des bureaux superflus pour le Cabinet et essaiera-t-elle au moins de convaincre ses collègues de rétablir les fonds retirés?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la condition féminine): Monsieur le Président, je crois avoir déjà répondu à cette question. Si vous examinez tout ce que le gouvernement conservateur a fait pour la promotion de l'égalité et des possibilités pour les femmes, vous constaterez l'importance des mesures visant à garantir l'équité dans l'emploi, à aider les femmes victimes de violence et à aider les immigrantes.

Ce sont là les problèmes auxquels il faut s'attaquer. Les centres d'aide aux femmes fournissent des services et, dans certains cas, leurs activités ont été subventionnées. Mon collègue a déclaré qu'il continuera de subventionner plus de 550 projets. Nous travaillerons de concert avec lui pour répondre aux besoins de l'ensemble du Canada et nous nous associerons à de nouveaux partenaires sur les scènes provinciales, municipales ou locales pour nous occuper des sujets de préoccupation des femmes et des services que ces partenaires offrent. Le gouvernement fédéral ne peut pas agir seul, l'ensemble de la société doit chercher des solutions à ces problèmes.

* * *

LA CONDITION FÉMININE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Comme il le sait pertinemment, on ferme des centres pour femmes dans tout le pays, des publications destinées aux femmes cessent de paraître, des centres de recherche pour les femmes sont victimes de compressions et le gouvernement tente de réduire au silence les femmes